

# ANN

Agencia de  
Noticias de  
Nicaragua

Boletín bimensual  
No. 272  
19 de Septiembre de 1992  
Managua



## DU SANG DANS LE STADE

Managua, 16 sept.— Le traditionnel défilé des majorettes et fanfares des collèves, à l'occasion des Fêtes de l'Indépendance, a mal tourné cette année. Malgré les multiples précautions prises, différents groupes en lutte se sont manifestés. La police les a réprimés avec une violence disproportionnée.

Pour la première fois, le défilé a eu lieu dans le stade, au lieu de la Place de la Révolution, pour empêcher quelques débordements de la Jeunesse sandiniste ou du syndicat des enseignants, comme cela s'est produit depuis 1990. Mais, dans le climat social tendu que connaît le pays en ce moment, il était inévitable que les différents secteurs en lutte se manifestent, à commencer par les élèves du secondaire qui ont sorti des banderoles demandant la gratuité de l'école. Les invalides de guerre ont également brandi leurs pancartes, de même que le syndicat des enseignants ANDEN et les militaires mis à la retraite. La police est intervenue immédiatement et violemment, blessant plusieurs personnes. Plusieurs autres ont été arrêtées. Juste avant, le ministre de l'éducation H. Belli avait affirmé dans son discours que la crise n'était pas économique et sociale, mais spirituelle et morale. Il avait appelé les jeunes à créer une "nouvelle culture où l'on respecte l'obéissance, les normes morales et la loi". Le lendemain des incidents, Violeta Chamorro a affirmé que c'était elle qui avait donné à la police l'ordre de réprimer. Elle a déclaré: "Il y a eu un blessé. Cela n'a pas d'importance. Vous savez pourquoi? Parce qu'on doit obéir à mes ordres". A

propos du blessé le plus grave, un invalide de guerre: "C'est une blessure de rien du tout. Quelques points de suture". Et sur les invalides agressés dans le stade: "Ce ne sont pas des invalides. Ils courraient très bien". Quant à H. Belli, il a expliqué: "Je soutiens l'action de la police. On reçoit des coups quand on ne respecte pas la loi". En l'occurrence, la loi du silence sur les luttes, les revendications et la misère.

Cela fait plus de 20 jours qu'un groupe d'invalides de guerre et de Mères de Héros et Martyrs est en grève de la faim pour la revalorisation de leurs pensions, qui n'atteignent même pas les 20 dollars. Cela fait également 20 jours qu'un groupe de militaires mis à la retraite dans le cadre de la réduction de l'armée fait la grève de la faim pour l'octroi des quelques avantages sociaux qu'ont leur avait promis. On peut ajouter à cette liste un groupe de travailleurs des Postes et Télécommunications, en grève de la faim depuis 10 jours pour la réintégration de 10 dirigeants syndicaux arbitrairement licenciés. Certains des invalides sont déjà dans un état critique. Poussés à mettre fin à leur action, ils répondent que sans travail et sans aide sociale, ils vont de toute façon mourir de faim.

### SOMMAIRE

DU SANG DANS LE STADE

LES PRESSIONS YANKEES SE POURSUIVENT

A QUAND LA RECONSTRUCTION ?

LES SUBTIAVAS LUTTENT POUR LEURS TERRES

POUR OU CONTRE LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

BANQUES PRIVEES, INTERETS PRIVES

LE FINANCEMENT DE LA HAINE

FSLN : VERS PLUS DE CLARTE ?

LES CHRETIENS DANS LE MOUVEMENT DE RESISTANCE

MADE IN USA, C'EST MIEUX

LE SOLIDARISME DE L'INTERIEUR

EN BREF

60P 11481



Les nouveaux responsables de la police, qui n'avaient pas hésité la semaine dernière à donner l'ordre de tabasser une manifestation des invalides de guerre, exercent leur fonction sans aucune ambiguïté. -(ANN)

NOTE: Envoyez vos messages de protestation et de soutien : pour les invalides, au ministre de l'INSSBI R. Rizo; pour les élèves et les professeurs, au ministre de l'éducation H. Belli, pour les militaires à la présidente V. Chamorro, pour les postiers, au ministre de TELCOR P. Vigil.

## LES PRESSIONS YANKEE SE POURSUIVENT

Managua, 12 sept — La présidente Chamorro a confirmé que des pressions avaient été exercées par la Maison Blanche à l'occasion du versement d'une aide de 116 millions de dollars. Elle a affirmé qu'elle n'y céderait pas, alors qu'elle venait de faire au sein de la police les changements exigés par Washington.

"Je ne céderai pas, je n'accepte pas l'ingérence", a affirmé Violeta Chamorro après avoir révélé le contenu d'une entrevue avec John Maisto, sous-secrétaire adjoint pour l'Amérique centrale, au cours de laquelle l'envoyé du Département d'Etat lui avait demandé d'accepter la vérification, par une "junte de notables", du respect des conditions exigées par les Républicains dans le rapport Moss pour le versement de l'aide, conditions que la Maison Blanche a repris, sans le dire, à son compte. Le Cardinal Obando, pressenti pour y participer, avait déjà fait savoir qu'il accepterait.

Mais la position de la présidente ne concerne que la formation de la junte. Deux jours avant, le gouvernement avait annoncé le renvoi du sandiniste René Vivas, chef de la Police, et une réforme de l'institution. Le lendemain, trois décrets déterminaient la restitution de la presque totalité des propriétés confisquées. Deux des conditions du rapport Moss.

### LA POLICE ET LA PROPRIETE

Le chef de la Police, René Vivas, a donc été renvoyé et remplacé par Fernando Caldera, jusque-là responsable de la Police dans la Région IV. Une réforme de l'institution a permis de créer un nouveau vice-ministère, celui de la Sécurité, auquel a été nommé Ronald Aviles. Ce grand propriétaire terrien et, comme il le dit lui-même, "collaborateur de la contra" est un ancien assistant du ministre de l'agriculture R. Rondon et, à ce titre, a déjà été accusé de malversation. Les Etats-Unis auraient sans doute préféré un contra à la place de F. Caldera, mais la nomination de R. Aviles est une compensation. Sans compter que onze autres officiers sandinistes ont été licenciés et que la structure de la police a été changée: les délégués régionaux, le plus souvent des combattants historiques du sandinisme, perdent toute responsabilité. Le ministère de l'intérieur reconnaît que

30 % des policiers sont nouveaux. La création d'une Académie avec l'aide de la police espagnole va permettre la formation rapide de nouveaux gradés qui pourront prétendre à des postes de responsabilité. Tous ces changements avaient été acceptés dès le mois de juillet par le gouvernement nicaraguayen.

La question de la restitution des terres confisquées est l'autre point sur lequel le gouvernement a en partie cédé. V. Chamorro a émis trois décrets qui donnent instruction à la Commission nationale de révision des confiscations de résoudre favorablement les 5 000 réclamations, à l'exclusion de celles de la famille Somoza et de ses alliés. Mais pour ces dernières, la Commission devra vérifier que les personnes affectées étaient bien somozistes, ce qui laisse la porte ouverte. Pour toutes les restitutions, si on ne peut rendre la terre, les propriétaires seront indemnisés par des bons du trésor donnant droit à des actions sur des entreprises d'Etat. Mais Deborah de Moss, assesseur des républicains et auteur du rapport, a déclaré que ce troc n'était pas acceptable et que le gouvernement devait rendre les biens.

Cette réaction confirme l'analyse faite par Daniel Ortega, secrétaire du FSLN, selon lequel les Etats-Unis ne vont pas se satisfaire des concessions accordées.

### LE FSLN A LAISSE SA CHANCE AU GOUVERNEMENT...

D. Ortega a en effet fortement réagi aux choix du gouvernement. Il a qualifié de "rideau de fumée" les déclarations de la présidente. "V. Chamorro a déjà cédé", a-t-il affirmé, ajoutant que les pressions vont continuer. Dans une émission de radio, il est allé plus loin, en expliquant que son parti avait laissé sa chance au gouvernement mais qu'il était grand temps que celui-ci modifie sa politique, sans quoi le FSLN pourrait adopter des mesures de pression pour éviter le démontage des institutions. Sinon, "le gouvernement devra partir". Il a même mis en garde contre le risque d'un conflit armé si le gouvernement se plie à toutes les exigences des Républicains. Interrogé sur ce que ferait le FSLN si l'ingérence étatsunienne ne pouvait être arrêtée, il a répondu qu'il devrait garantir le droit à la vie, à la souveraineté et recourir à l'autodéfense armée. Ces déclarations constituent un avertissement sérieux pour le ministre de la présidence Antonio Lacayo.

Pour D. Ortega, c'est Bernard Aronson, sous-secrétaire d'Etat, qui pousse l'aile droite des Républicains à exiger de nouvelles concessions. Il a expliqué dans un entretien accordé à *Barricada* que les pressions étatsuniennes depuis 1990 ont principalement porté sur la Cour suprême, la restructuration des banques d'Etat pour permettre leur privatisation, le retrait de la plainte portée auprès du Tribunal de la Haye, la police, la propriété, la gestion de l'aide étatsunienne par des banques privées et l'armée. Le gouvernement a cédé sur tous les points sauf la propriété - où les "faucons" n'ont pas obtenu exactement ce qu'ils voulaient -, la gestion de l'aide et l'armée. Mais on constate que, malgré les concessions, l'aide n'a toujours pas été versée, ce qui laisse supposer que les pressions vont effectivement se poursuivre. A propos de l'armée, où la Maison Blanche voudrait faire entrer



des contras mais qui a fait l'objet des accords de transition, D. Ortega a laissé entrevoir la possibilité que le FSLN accepte qu'on fixe un délai pour les plus hautes responsabilités mais à la condition que ce soit une décision souveraine.

L'alliance entre le FSLN et A. Lacayo n'a jamais été aussi près d'être brisée et le gouvernement traverse la pire crise qu'il ait connu depuis l'investiture de V. Chamorro. -(ANN)

## A QUAND LA RECONSTRUCTION ?

Managua, 16 sept.— Deux semaines après le raz-de-marée qui a dévasté la Côte Pacifique sur 200 kilomètres, les habitants des zones sinistrées se désespèrent: la pêche et le tourisme, leurs deux principales sources de revenus, sont paralysés. L'aide d'urgence arrive plus ou moins vite, mais qu'en sera-t-il de la reconstruction?

116 morts, encore 62 disparus -pour la plupart des pêcheurs qui étaient en mer et ne sont pas revenus-, 489 blessés, 1 800 maisons détruites, 16 000 sinistrés et 50 000 victimes indirectes : tel est le bilan en chiffres de la catastrophe qui a de plus provoqué la destruction de deux réserves naturelles, entraînant la mort de millions de tortues, poissons et oiseaux, dont certains appartenaient à des espèces rares. Le gouvernement a estimé les dégâts matériels à 25 ou 30 millions de dollars, une évaluation jugée très exagérée par la cynique conseillère sénatoriale Deborah de Moss qui, aux Etats-Unis, fait feu de tout bois contre le Nicaragua.

La solidarité s'est manifestée immédiatement dans le pays : des milliers de nicaraguayens ont déposé leur contribution au siège des radios sandinistes *La Primerisima* et *Radio Ya* qui organisaient les collectes. Le Comité national d'urgence est chargé de distribuer vivres, vêtements et abris aux sinistrés à travers les comités locaux ou les municipalités. Mais certaines communautés se plaignent de la lenteur dans la distribution. Une semaine après la catastrophe, des centaines de familles n'avaient toujours rien reçu. Beaucoup dorment encore dehors, faute de tentes. L'aide n'arrive pas dans les hameaux isolés.

Alors que la plupart des familles du littoral vivaient tant bien que mal de la pêche, une grande partie des barques sont détruites. Le président des coopératives de pêche artisanale du sud de la côte a décidé de "socialiser" les bateaux utilisables pour garantir l'alimentation des 400 familles qui en dépendent. Il revient maintenant au gouvernement de gérer honnêtement les 9 millions de dollars de l'aide internationale, afin de permettre aux sinistrés de relancer rapidement une activité économique d'autosubsistance. Sans quoi ils devront partir et la côte se désertifiera.

En plus d'organiser tout de suite la reconstruction, sans dispersion douteuse des fonds -comme cela est arrivé après l'éruption volcanique d'avril- il est également du devoir de l'Etat d'équi-

per le pays, situé en zone hautement sismique, de moyens efficaces de prévention des catastrophes naturelles. Des 16 stations qui existaient autrefois pour enregistrer les mouvements sismiques, il n'en reste que quatre, pauvres en matériel et en véhicules.

"Les catastrophes naturelles mettent en évidence les inégalités inhérentes à un système politique", signale un spécialiste étranger. Maintenant, face à l'attente des sinistrés, pauvres dans leur majorité, c'est la volonté politique du gouvernement qui est mise à l'épreuve. -(ANN)

## LES SUBTIAVAS LUTTENT POUR LEURS TERRES

Managua, sept.— Comme le signalait un jour l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, l'Amérique latine a connu avant l'arrivée des Espagnols toutes les formes de propriété sauf la forme capitaliste. La propriété communale du peuple indigène de Subtiava, au Nicaragua, avait traditionnellement un caractère inaliénable, indivisible et intransférable considéré comme un obstacle pour les partisans de la propriété privée. Les Subtiavas n'ont cessé de lutter pour récupérer leurs terres, une lutte qui a ses particularités mais a néanmoins beaucoup en commun avec la bataille qui se livre aujourd'hui dans tout le Nicaragua.

"Nous n'allons pas faire un seul pas en arrière car tout cela nous a coûté trop de sacrifices, trop de vies humaines", déclare catégoriquement Tomas Perez, un dirigeant de la communauté subtiava. Celle-ci, une des deux communautés indigènes de la zone pacifique du pays, compte 40 000 membres dont 30 % vivent de la terre. "Depuis le génocide commis par les Espagnols contre les peuples d'Amérique latine, on nous a obligés à acheter nos propres terres. Le roi Ferdinand VII nous a revendu un peu plus de 20 000 hectares". Selon T. Lopez, les Subtiavas se contenteraient de récupérer 20 % de leur territoire historique. "Il s'agit d'un territoire immense, presque la moitié du département de Leon. Il est en effet difficile maintenant de prétendre récupérer tout : nous n'allons pas enlever leurs terres aux paysans pauvres, qui sont nos frères de classe. Ce qui nous intéresse surtout, c'est de reprendre les meilleures terres actuellement aux mains de latifundistes qui ne les cultivent pas".

Les Subtiavas ont réussi en 1954 à inscrire le titre cédé par le roi Ferdinand VII au Registre de propriété immobilière. La même année, la communauté a commencé à s'organiser pour récupérer ses terres. Plus tard, elle s'est intégrée à la lutte sandiniste. "Avec la Révolution, nous avions l'espoir de recevoir l'autre partie de nos terres mais nous n'avons eu que 9 % de ce que nous revendiquons". T. Lopez assure cependant que si le FSLN avait gagné les élections, les Subtiavas auraient pu recevoir les 20 % de leur territoire auxquels ils aspirent. Ils ont obtenu des titres de propriété avec la Réforme agraire et aujourd'hui



d'hui, "22 coopératives qui n'existaient pas avant la Révolution travaillent la terre, en plus des parcelles individuelles". Les Subtiavas cultivent traditionnellement les denrées alimentaires de base et le coton. Sous le gouvernement sandiniste, ils ont étudié la possibilité de lancer d'autres cultures, comme la cacahuète ou le sésame, car les prix du coton s'effondraient et la culture des grains de base n'était pas rentable. "Le ministre de l'Agriculture nous a dit alors qu'en Europe, on cherchait à remplacer les colorants synthétiques cancérigènes. Nous avons pensé au rocouyer (arbuste dont on extrait un colorant des graines, l'achote, NDT). Mais les élections sont arrivées et le projet est tombé à l'eau", déplore le dirigeant indigène.

Actuellement, la communauté réclame 2 100 hectares qui avaient été loués au complexe sucrier San Antonio. "C'était au temps de Somoza. Maintenant la fabrique refuse de nous les rendre et elle envoie des hommes armés pour nous intimider". Il y a quelque temps, le commandant Bayardo Arce a dénoncé les somozistes qui cherchent à se réapproprier certaines terres des Subtiavas. L'avocat Rafael Solis, député du FSLN, est le représentant légal d'une famille de latifundistes qui a des intérêts dans cette région. Il a riposté au commandant Arce dans une lettre virulente. Quels sont les dessous de ce conflit ? T. Lopez répond : "Nous avons récupéré l'exploitation qui était entre les mains de la famille d'Aristide Sanchez, le dirigeant de la contra, pour la travailler en coopérative. Ces terres nous avaient été arrachées il y a de nombreuses années. Lorsque nous avons voulu vendre notre canne à sucre au complexe San Antonio, la direction de la fabrique a refusé, disant qu'elle n'achèterait pas la canne à ceux qui n'en étaient pas propriétaires. Quand nous avons sollicité un prêt à la banque, nous nous sommes heurtés à un nouveau refus. Que pouvions-nous faire, sans moyens de production, avec les 60 familles de cette coopérative ? C'est à ce moment qu'est apparu R. Solis, représentant les soeurs du criminel A. Sanchez. Nous sommes parvenus à un accord selon lequel les Sanchez-Solis financent la culture de la canne, assumant tous les risques en cas de pertes, et payent le salaire des travailleurs et les avantages sociaux. Ils reçoivent 50 % des bénéfices de la récolte, la coopérative en reçoit 45 % et la communauté subtiava 5 %". Les Subtiavas n'ont donc pas cédé leurs terres, seulement une partie de la récolte. "Nous ne prenons aucun risque financier. Le contrat vaut pour 5 ans et s'il ne nous convient pas, nous en resterons là".

Mais la situation n'est pas si simple. Comme T. Perez l'explique lui-même, "la banque a accordé immédiatement un financement aux Sanchez-Solis. Comme ils sont riches, les banques leur ouvrent leurs portes. C'est à cela que nous reconnaissons la nature de ce gouvernement". Selon le dirigeant subtiava, les 400 000 dollars disponibles à la banque de cette région ont été répartis exclusivement entre les grands propriétaires. D'autre part, T. Perez reconnaît également que lorsqu'ils ont négocié l'accord avec les latifundistes, l'expulsion de la coopérative n'était pas exclue. Mais "nous sommes nombreux et unis; un affrontement avec la police et l'armée aurait été douloureux".

Le contrat signé par les Subtiavas semble rentable. Pourtant, il a été passé sous pression : pas d'acheteur pour leur production, pas de crédit et le risque de l'expulsion. Comment aurait été cet accord s'il ne s'était pas agi d'une communauté combative mais

de petits paysans isolés ? Ils attendraient sans doute en vain l'aide d'un gouvernement qui "protège la propriété privée", celle des grands propriétaires. -(ANN)

## POUR OU CONTRE LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Malgré tous les efforts du gouvernement, les investisseurs étrangers ne se bousculent pas au Nicaragua. Ce serait, bien sûr, la faute des Nicaraguayens. Mais quel intérêt présente donc le Nicaragua pour un capitaliste ? Et quels investissements présentent réellement un intérêt pour le pays ?

Certains estiment que l'investissement étranger est la solution à tous les problèmes économiques du pays et qu'il faut donc l'attirer à tout prix. Mais il y a plusieurs types d'investissements, depuis ceux qui ne visent que l'extraction de la matière première et causent des dommages irréversibles jusqu'à ceux qui favorisent vraiment le développement.

### LES BONS ET LES MAUVAIS

Les principaux arguments en faveur de ces investissements sont qu'ils peuvent aider quand il y a crise de capitaux nationaux, qu'ils favorisent le transfert de technologie et créent des emplois. Mais l'histoire de la Côte Atlantique montre les limites de ces arguments. Pendant des décennies, cette région a été livrée à des compagnies étrangères qui en ont exploité les ressources naturelles et sont parties quand il ne restait plus rien.

Il convient donc de fixer des garanties, en particulier en matière de rapatriement des capitaux, autorisé par la loi nicaraguayenne au bout de trois ans. Pour ce qui est des transferts de technologie, certains signalent qu'il peut être préférable d'acheter des technologies nouvelles que d'attirer un investissement qui peut se révéler pernicieux.

En quoi consisterait donc le "bon" investissement ? En premier lieu, il devrait permettre que la matière première ne soit pas exportée mais transformée au Nicaragua même. Les autres composantes du produit fini devraient être nicaraguayennes afin que l'investissement ait un effet multiplicateur sur l'économie. Par exemple, il n'est pas intelligent sur le plan économique d'exporter du coton : il vaut mieux fabriquer la toile et les vêtements sur place. Les industries qui introduisent de nouvelles technologies dans le pays sont intéressantes. Certains envisagent par exemple d'implanter une conserverie associée à la pêche au thon.

### LE NICARAGUA, PAYS "A RISQUE"

Les capitalistes, nationaux ou étrangers, acceptent plus de contrôle et moins de profits là où les risques sont faibles. Or, le Nicaragua est considéré comme un pays très "risqué". Dans le



passé, il a attiré moins de placements que ses voisins à cause des dessous de table qu'exigeait Somoza puis du blocus économique et politique infligé au gouvernement sandiniste.

Actuellement, la crise économique mondiale affecte la capacité d'investissement et, de plus, le modèle a changé. On préfère investir près du marché principal. Le Mexique, par exemple, est proche du marché nord-américain. La qualité de l'infrastructure et des services qu'offre le pays est également un critère pour l'investisseur. Le problème des coupures d'électricité peut le détourner du Nicaragua. La question toujours non résolue de la propriété, et donc l'éventualité d'occupations d'entreprises, fait également peur aux intéressés. Le gouvernement a d'ailleurs reçu de la Banque mondiale le conseil de légaliser tous les titres de propriété.

D'autres aspects du Nicaragua font reculer les investisseurs : une force de travail organisée et qui n'est pas timide quand il s'agit de s'opposer à des politiques injustes, des groupes qui se réarment pour exiger une solution à la crise rurale. En un mot, tout ce que l'on désigne habituellement par le mot d'instabilité, en rejetant la faute sur ceux qui protestent, alors que la protestation est la réponse légitime d'un peuple organisé à l'instabilité dont il souffre.

#### LES MAQUILAS ET LE COMMERCE

Les rares investisseurs qui ont fait le pas se tournent surtout vers le commerce - bien que ce secteur attire principalement le capital national - et vers les *maquilas*, ou usines de montage. Investissement à court terme et à moindre risque, le commerce ne sert que la population la plus aisée et contribue peu au développement du pays.

Les étrangers sont attirés par l'infrastructure administrative de la Zone Franche, dans laquelle trois nouvelles usines de montage ont été ouvertes depuis octobre 91, dont deux de textile et une de raffinage de l'or. Selon le gérant de la Zone Franche, le Nicaragua présente certains avantages : le loyer y est moins cher qu'au Honduras, les salaires moins élevés qu'au Costa Rica, les travailleurs y sont réputés plus productifs que les Honduriens et les Costariciens.

Mais quels sont les bénéfices, pour le pays ? On avance habituellement l'augmentation des exportations nationales et la création d'emplois. Mais on sait qu'au Nicaragua, les usines de montage installées jusque là ne produisent qu'un pour cent du total des exportations. L'une des usines textiles de la Zone Franche emploie 115 personnes et celle de raffinage de l'or 121. De plus, les salaires y sont plus bas que dans le secteur public. Le bas salaire est l'un des "avantages" le plus recherché par l'investisseur étranger, de même que le régime politique autoritaire qui limite ou interdit l'action syndicale - aucune des trois nouvelles entreprises de la Zone Franche n'a de syndicat. L'installation d'usines de montage peut donc avoir une répercussion négative sur les salaires au niveau national. Le gérant de la Zone Franche affirme d'autre part que l'usine de montage offre aux travailleurs une ouverture aux nouvelles technologies.

Mais c'est absurde dans la mesure où le travail exécuté sur ces chaînes n'est qu'une infime parcelle du processus industriel.

Enfin, comme les lois sur l'hygiène et la sécurité sont pratiquement inexistantes au Nicaragua, certains s'inquiètent du type d'industrie qui pourrait s'installer dans le pays par le biais des usines de montage. L'absence de restrictions quant à l'usage des produits toxiques pourrait attirer certaines industries dangereuses.

#### L'ENVIRONNEMENT ET L'AUTONOMIE DE LA CÔTE EN DANGER

La pêche fait partie, ainsi que le bois, des secteurs qui suscitent l'intérêt des étrangers, mais sans beaucoup de résultats pour le moment. 80 % des ressources se trouvent sur la Côte Atlantique où se pose le problème des conséquences écologiques des investissements ainsi que de l'autonomie des peuples de la région.

Selon la Loi sur les investissements étrangers, tout projet devrait recevoir l'aval de l'Institut des ressources naturelles (IRENA). Mais rien n'oblige les investisseurs à subir cette loi. D'autre part, selon la Loi d'autonomie de la Côte Atlantique, n'importe quel programme réalisé dans cette région doit être non seulement planifié mais aussi exécuté avec la participation des gouvernements locaux. Cette clause est totalement négligée, comme cela a été prouvé avec la privatisation des mines ou l'affaire de la concession à Taïwan (note). Cette dernière fait douter de la volonté gouvernementale de protéger l'environnement et de respecter des procédures justes en matière d'investissements étrangers. Les licences de pêche sont accordées sans souci de protection des ressources maritimes et les pêcheurs n'ont aucune obligation de vendre leurs produits à des entreprises nationales. L'an dernier, des bateaux colombiens et soviétiques emmenaient le produit de la pêche vers d'autres pays.

#### VOEUX PIEUX

Afin d'attirer les investissements, le gouvernement a lancé une campagne internationale à grand renfort de dépliants publicitaires, vidéos, banques de données sur les possibilités offertes par le pays. Il veut favoriser l'expansion des multinationales qui se trouvent déjà sur le territoire - Esso et la British Tobacco Corporation -, comptant sur les vertus de l'exemple. Il souhaite également développer des entreprises à capital mi-national mi-étranger, qui permettent un meilleur contrôle des ressources, favorisent le transfert technologique et déséquilibrent moins les pouvoirs locaux que les multinationales. Les secteurs prioritaires sont l'agro-industrie et le traitement industriel des ressources naturelles (conserveries de poisson, usines de bois, etc). Les capitaux placés dans le tourisme, les transports ou l'installation d'usines de montage ne seraient que complémentaires.

Pourtant sa stratégie globale semble consister à accepter tout investissement d'où qu'il vienne, même s'il n'apporte rien au pays, avec l'espoir qu'il en suscite d'autres. La Loi sur les



investissements étrangers, réglementée récemment, offre certaines garanties et impose certaines obligations à l'investisseur. Mais elle ne concerne que ceux qui veulent bien s'y référer. Il n'y a aucune loi nationale qui régule véritablement la question. Un capitaliste étranger peut parfaitement s'adresser directement à une municipalité ou n'importe quel pouvoir local, sans rendre compte de son projet aux autorités centrales.

Chaque proposition d'investissement devrait passer par une instance centrale et inclure une information sur son impact écologique. Le gouvernement doit définir sa politique en la matière afin d'appuyer les bons investissements et non tous, en analysant les bénéfices et les coûts à moyen et à long terme. L'information devrait être à la disposition du public et de ceux qui travaillent dans les domaines concernés. -(ANN/Envio)

Note : En 1991, le gouvernement s'apprêtait à céder une concession d'exploitation du bois couvrant une grande partie de la Côte Atlantique Nord à une entreprise taïwanaise. Ce sont les pressions nationales et internationales, en plus de l'opposition des populations concernées, qui l'ont obligé à abandonner ce projet.

## BANQUES PRIVEES, INTERETS PRIVES

Managua, sept.— L'économie nicaraguayenne a tellement souffert depuis une vingtaine d'années que le pays est revenu, en termes de production, aux années 50. Aux catastrophes naturelles et aux chocs politiques s'ajoute la chute spectaculaire des prix internationaux des principaux produits d'exportation, le café, le coton et le sucre. Pourquoi, dans ce contexte, favoriser la création de multiples banques privées et institutions financières ?

En 1978, la meilleure année du somozisme sur le plan économique, le Produit Intérieur Brut (PIB) était de 2 141,1 millions de dollars et le chiffre des exportations atteignait 646 millions. Il y avait alors une banque nationale (BANIC), quatre banques privées à capitaux nicaraguayens et quatre succursales de banques étrangères. Une seule caisse de dépôts, propriété de la banque nationale, captait 70 % de l'épargne du pays. On pourrait donc dire qu'à cette époque, l'activité de chaque établissement bancaire permettait de générer une part du revenu des exportations s'élevant à 71,8 millions et une part de la richesse nationale s'élevant à 237,9 millions.

Fin 1991, les exportations étaient tombées à 278 millions et le PIB avait considérablement diminué. Et pourtant, il existait 11 banques et en 1992, 3 sont en cours d'ouverture. Cela signifie qu'en 92, en supposant avec optimisme que les résultats économiques soient les mêmes qu'en 91, chacun des 11 établissements bancaires aura généré une part du revenu des exportations s'élevant à 25,3 millions. On sait que le Mexique, par exemple, avec seulement 18 banques commerciales, avait en 1988 un chiffre d'exportations de 20 200 millions. La situation nicaraguayenne fait penser à un village de deux rues où circulent trois

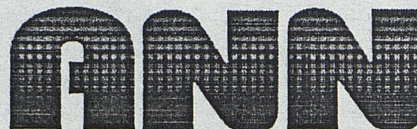
voitures et qui s'équiperait de trois hypermarchés et plusieurs feux rouges.

Immédiatement, la question s'impose : à quoi pense la Surintendance des banques pour autoriser ainsi des ouvertures en série ? On essaie de faire passer l'idée selon laquelle les banques privées vont sauver l'économie, redonner confiance au public qui se détourne des banques de l'Etat. Pourtant, 80 % de l'épargne nationale vont dans les caisses publiques, selon les statistiques de la Surintendance. Une seule banque, la Banque nationale de développement, se consacre principalement au financement agricole, un secteur tellement incertain qu'aucune autre ne s'y risque.

A quoi donc se consacrent les 10 autres banques ? A l'industrie ? Mais laquelle ? Heureusement pour elles, il y a le crédit commercial, le marché des hypothèques, les multiples services financiers, la spéculation sur le dollar et même éventuellement le blanchiment des narco-dollars. La Fédération nationale des travailleurs de la banque vient de dénoncer dans un document livré à la presse les agissements de ces banques privées : au lieu de financer la production nationale, elles spéculent sur l'argent qui leur est confié pour leur profit et celui de leurs actionnaires, exercent une concurrence déloyale vis-à-vis de la banque nationale et exportent les capitaux du pays à travers leurs filiales à l'étranger.

Une bonne partie du grand patronat est à la fois cliente de la banque nationale et actionnaire des banques privées. On sait que dans telle banque privée se trouve déposé le capital de la famille Pellas et associés, dans telle autre celui des Lacayo et associés, etc. Ces hommes d'affaires reçoivent un bon accueil et des financements intéressants dans les établissements de l'Etat. Quand leurs affaires vont mal, ils ont droit à un délai, une restructuration de leur dette ou même une remise. Mais si les affaires marchent bien, ils paient leurs dettes à la banque nationale et placent leurs bénéfices dans leur propre banque privée, à un meilleur taux d'intérêt car celui-ci est aujourd'hui libéré. Puis ils "s'auto-sollicitent" un financement qui leur permettra d'effectuer d'autres placements juteux, ni plus, ni moins.

Combien de banques ouvriront-elles encore avec l'approbation de la Surintendance ? Le document publié par le syndicat accuse celle-ci d'être complice, ainsi que le gouvernement, des agissements des banques privées. -(ANN/El Nuevo Diario)





## LE FINANCEMENT DE LA HAINE

Tomas Borge

Managua, sept.— Le gel de l'aide des Etats-Unis a mis en évidence l'extrême faiblesse du gouvernement nicaraguayen et sa dépendance. Mais cette aide n'est de toute façon pas destinée au développement du pays. Son objectif principal est le démantèlement de l'oeuvre de la Révolution, la liquidation du sandinisme.

En 1990-91, des "institutions démocratiques" choisies par Washington ont reçu 3 millions de dollars; 2 millions supplémentaires ont servi à former 800 "dirigeants et cadres de la libre entreprise dans une société démocratique". Les autres bénéficiaires? Les Salésiens -congrégation du cardinal Obando-, à qui l'AID a remis 1,7 million de dollars, le "syndicalisme libre" qui a reçu 700 000 dollars et *Radio Corporacion* dotée de 235 000 dollars (note 1).

Pendant que les crédits faisaient défaut à nos paysans pour faire les récoltes réclamées par tant d'estomacs, 1,6 million de dollars étaient destinés à "l'assistance technique aux stratégies de production agricole privée". Pendant que la Maison Blanche consacrait 12 millions de dollars à l'édition de manuels pédagogiques "dépolitisés" -afin d'éliminer les textes sandinistes-, nos maîtres recevaient un salaire de famine. Pendant que la communauté universitaire luttait pour que le gouvernement lui accorde 6 % du budget national, l'Institut centraméricain d'administration d'entreprises (INCAE) recevait plus de 3 millions de dollars des Etats-Unis. Pendant que les yankees offraient 5 millions de dollars aux hauts fonctionnaires pour s'acheter des voitures, ils n'accordaient qu'un million et demi pour l'achat de médicaments.

L'AID "fera tout pour que la privatisation avance, pour qu'il y ait libération du commerce", elle fera tout son possible pour "la réduction du nombre de fonctionnaires et du rôle économique du gouvernement". On oublie qu'ici, la Révolution a démocratisé la propriété et qu'un retour en arrière ne peut qu'engendrer des conflits. C'est de la dynamite : la stabilité monétaire contre la stabilité sociale. Si ce plan se concrétise, notre pays perdra le contrôle sur lui-même. L'économie nationale ne décollera pas, ce ne sont que quelques entreprises qui en profiteront. Les ajustements entraînent plus de misère car ils excluent la majorité de la population qui, dans le meilleur des cas, se transforme en main d'oeuvre bon marché.

En deux ans, le gouvernement a reçu -ou est sur le point de recevoir- 581 millions de dollars des Etats-Unis et la contra autant, avec le même objectif. Pourquoi le gouvernement ne rend-il pas publics les engagements qu'il prend en échange de cette aide? Pourquoi ce type d'accord ne se discute-t-il pas à l'Assemblée et dans la société civile? La distribution de ces biens se fait dans le dos du Nicaragua et sert à un chantage politique. C'est ce qui explique la destitution du chef de la

Police, le commandant René Vivas, échangé contre une poignée de dollars.

Parmi les causes de la défaite électorale du FSLN, on mentionne habituellement la promesse d'une aide abondante des Etats-Unis en cas de victoire de Violeta Chamorro. Ceux qui ont voté pour l'UNO ont été doublement bernés : tout d'abord l'aide n'est pas à la hauteur des attentes et ensuite elle n'est pas une aide en soi mais un instrument d'ingérence dans les affaires intérieures de notre pays. Antidémocratique car excluante, elle nuit à la fameuse réconciliation nationale. Les documents de l'AID sont éloquentes. L'objectif fondamental de l'aide est de "contribuer à une importante transformation de la société nicaraguayenne; lors des élections de 1996, les valeurs fondamentales d'une société démocratique auront été transmises à tout le pays".

Qui les Etats-Unis aident-ils réellement? Ils aident leur politique antisandiniste, leurs intérêts économiques, politiques et idéologiques locaux. La Maison Blanche, à travers l'AID, appuie les éléments d'extrême-droite qui critiquent le gouvernement, comme le mouvement des maires. L'aide n'est même pas destinée aux secteurs modérés du gouvernement, à ceux qui disent rechercher la cohabitation avec le sandinisme. L'aide contribue en définitive à l'instabilité sociale. Un autre de ses objectifs est la création, au sein du patronat, de "tanks d'idées" (sic) dont il semble évident que la cible sera rouge et noire (note 2).

Pour prouver que dans ce monde, rien ne se "dé-idéologise", il suffit d'ouvrir le dossier de l'AID. L'aide des Etats-Unis, au-delà de ses répercussions politiques, a un caractère évidemment idéologique. Les stratèges étatsuniens ont reconnu qu'ils se trompaient en pensant que les premiers 300 millions d'aide seraient suffisants pour mettre en place un "gouvernement parlementaire qui fonctionne avec un système économique fondé sur le marché libre". "Nos plans n'ont pas pris en compte tout le travail qui reste à faire pour nettoyer le Nicaragua de ce qui demeure de pouvoir sandiniste".

La coopération yankee ne cherche pas le développement intégral de notre pays. Elle ne représente même pas un baume contre la douleur qu'entraîne la plus grave crise économique de notre histoire. Elle ne sert qu'à consolider l'extrême-droite, encouragée par la victoire électorale.

Sans les sandinistes, depuis plus d'un demi-siècle, il n'y aurait pas de nation nicaraguayenne. C'est pour cela qu'une aide qui, non seulement nous exclut mais en plus nous agresse, représente un attentat contre l'identité et l'indépendance nationale. - (ANN/El Nuevo Diario)

Note 1: radio d'extrême-droite

Note 2: jeu de mot sur *tanque* qui, en espagnol, désigne à la fois un réservoir et un tank.



## FSLN : VERS PLUS DE CLARTE ?

Managua, sept.— Depuis quelques semaines, le FSLN semble sortir de sa léthargie. L'aggravation de la crise, les luttes, les choix du gouvernement l'obligent à plus de clarté.

Une enquête de l'Institut d'études nicaraguayennes auprès de la base sandiniste a relancé le débat au sein du FSLN qui jusqu'à présent ne vivait guère comme organisation et dont la direction pratiquait le flou. Elle révèle en effet que les principaux problèmes sont le manque d'identité et l'absence d'un programme qui rassemble tous les secteurs. Pour Daniel Ortega, la crise d'identité provient d'un manque de cohésion politico-idéologique lié à l'insuffisance du débat. Certains en voient plutôt la cause dans le manque d'alternative économique. D'autres enfin n'ont pas d'état d'âme. *"Il y a crise d'identité pour ceux qui regardent le taureau de loin, mais pas pour nous qui sommes dans le mouvement syndical"*, affirme Ronaldo Membrefio (Centrale sandiniste des travailleurs).

Mais l'ensemble des sandinistes reconnaît que les militants sont dispersés. Victor Hugo Tinoco, responsable à l'organisation du FSLN à Managua, estime qu'on évitera l'atomisation en résolvant la contradiction entre la cohérence et l'autonomie. Le parti doit adapter ses structures de façon à jouer un rôle de coordinateur entre les différents groupes du mouvement populaire. Opinion qui n'est pas partagée par D. Ortega, pour qui le FSLN doit avant tout clarifier ses positions idéologiques et politiques.

La question de l'emploi de la violence est aussi au coeur du débat. Pour Daniel Ortega, dont la position est partagée par beaucoup, on ne peut écarter la lutte violente quand la détérioration économique et sociale passent certaines limites. *"Les armes sont sorties quand le gouvernement n'a pas respecté ses engagements. Je ne peux condamner les gens qui, par désespoir, recourent à ces méthodes face au retour de l'oppression. Il faut s'attaquer aux causes"*. V. H. Tinoco fait quant à lui la différence entre l'usage de la violence dans les luttes actuelles et la lutte armée, écartant cette dernière pour résoudre les problèmes actuels.

### UNE PROPOSITION DE L'ASSEMBLÉE SANDINISTE

En effet, reprendre la lutte armée ne peut avoir pour but que de renverser le gouvernement. Or, pour D. Ortega, *"l'idéal serait que ce gouvernement ne subisse pas d'usure. S'il changeait l'orientation de sa politique économique, s'il pariait sur un état national, il créerait une base plus solide pour que le prochain gouvernement ait une action qui n'exige pas de grands sacrifices de la part de la nation"*. Le FSLN a fait dans ce sens une proposition économique au gouvernement qui reprend les principales revendications: garantie de la propriété, soutien à la production nationale, juste répartition du crédit, création d'emploi, attention spéciale à tous les démobilisés et infirmes de guerre, lutte contre la détérioration de la santé et de l'enseignement. Sur ce plan, elle est généralement jugée insuffisante car

elle est trop globale et ne définit pas la position du FSLN face au gouvernement. Par contre, dans sa partie sur la stabilité nationale, elle est très claire sur l'attitude de la police et le rôle de l'armée: *"Nous demandons au gouvernement et à l'armée d'être prudents dans la conduite des conflits qui, par leur nature objective, ne peuvent être attribués à des minorités intéressées (comme l'a affirmé le général Humberto Ortega, NDR). La Police doit se garder de discréditer les luttes des secteurs populaires et ne doit pas favoriser la force et l'agression armée contre ceux qui protestent. (...) L'intervention de l'armée dans les problèmes qui sont du ressort des autorités civiles et son utilisation comme force de l'ordre interne dénaturent son objectif constitutionnel"*. L'armée a fait savoir qu'elle considérerait le maintien de l'ordre interne comme faisant partie de ses attributions, quand la police ne peut suffire. C'est la première fois qu'une contradiction de cette taille apparaît au grand jour.

C'est ainsi qu'on note quelques symptômes d'une opposition plus nette de la part de la direction sandiniste. C'est peut-être pour cela que certains viennent de proposer la tenue d'un congrès extraordinaire pour élire à la Direction nationale l'ancien ministre du tourisme Herty Lewites. La candidature de ce dernier, homme d'affaire qui représente bien les intérêts du courant "de centre" sans être politiquement très marqué, pourrait bien être un ballon d'essai ou les prémices d'une contre-offensive. Mais *"le leadership se gagne à partir de la base"*, a répondu D. Ortega à ceux qui pensent que la Direction nationale doit être représentative des différents secteurs qui composent le FSLN.

Le travail de rassemblement des militants entrepris dans certains districts et la vigoureuse manifestation du 19 juillet font également partie des indices qui montrent que le traumatisme de la défaite commence à être dépassé. -(ANN)

## LES CHRETIENS DANS LE MOUVEMENT DE RESISTANCE

Giulio Girardi

Managua, sept.— Les premières rencontres nationales de l'Assemblée du peuple de Dieu ont eu lieu à Managua les 30 et 31 juillet. Le théologien Giulio Girardi a évoqué cet événement dans les colonnes du *Nuevo Amanecer Cultural*.

Il y a des raisons pour penser que les rencontres de l'Assemblée du peuple de Dieu sont un signe des temps, c'est-à-dire un événement qui révèle une tendance significative de notre époque et qui est lourd de possibilités pour l'avenir du christianisme. Elles se situent dans une perspective continentale, c'est-à-dire dans un processus populaire chrétien qui se déroule dans 18 pays du continent dans le cadre du 5ème centenaire de la conquête. Une réunion continentale aura lieu du 14 au 18



septembre à Quito (Equateur). Mais le processus ne va pas s'arrêter là, au contraire, il se fortifiera et exprimera dans les prochaines années, de façon unitaire, la présence chrétienne dans les mouvements populaires de libération.

#### RENCONTRES NICARAGUAYENNES: UNE EXPERIENCE D'UNITE

Les rencontres de Managua ont réuni 50 délégués de différentes Eglises, communautés et institutions qui ont travaillé, selon les méthodes de l'éducation populaire, sur le thème: "*Que signifie être le peuple de Dieu dans la situation actuelle du pays et du continent?*". L'élément le plus impressionnant a été l'unité. La diversité des traditions spirituelles et théologiques n'a jamais été motif de division mais au contraire d'enrichissement mutuel. Le principe de cette unité est facile à identifier: c'est l'option pour le peuple opprimé comme sujet. Ce choix a inspiré les analyses menées pour comprendre ce que signifient pour les pauvres du pays et d'Amérique latine les ajustements économiques néo-libéraux. Il a inspiré les engagements politiques pris par l'Assemblée qui, sans s'identifier à aucune organisation, n'a cependant pas hésité à prendre parti, dans les luttes actuelles, pour les opprimés. L'Assemblée s'est déclarée partie prenante de la campagne *500 ans de résistance indigène, noire et populaire*, dont des dirigeants nationaux étaient présents.

Les participants ont réfléchi aux notions de "*peuple de Dieu*" et "*projet de Dieu*". Les différentes réponses ébauchées ont révélé une fois de plus une claire convergence. Tous les délégués ont estimé que l'appartenance au peuple de Dieu ne se définit pas par rapport aux différentes Eglises mais par rapport à la lutte unitaire des groupes opprimés, inspirés par la foi en un Christ libérateur, pour construire un règne de justice et de fraternité universelle. Cette expérience profonde s'est imposée comme la substance d'un nouvel oecuménisme populaire qui rompt les barrières doctrinales et institutionnelles.

Alors que la célébration du 5ème centenaire approche, la réflexion des délégués les a amenés à découvrir la présence du Dieu libérateur au-delà des confins du christianisme, au-delà même de la révélation biblique. Ils ont découvert un Dieu présent et opérant dans les religions indigènes et noires, dans toutes les religions du monde, qu'un certain sectarisme chrétien nous avait appris à mépriser et à sataniser dans le même esprit que les conquérants et évangélistes européens ou nord-américains. L'idée s'est affirmée que les frontières du peuple de Dieu ne coïncident pas avec celles du christianisme mais avec celles du monde, que le peuple de Dieu englobe aussi ceux qui, sans le savoir, luttent pour réaliser le projet du Dieu libérateur. L'Assemblée du peuple de Dieu est donc un mouvement profondément unitaire qui s'identifie au mouvement populaire du pays et choisit, comme tâche prioritaire, de contribuer à sa formation comme bloc social alternatif. Cependant, elle prend toute son importance quand elle rejoint le processus continental. L'Assemblée du peuple de Dieu, impulsée par les chrétiens d'Equateur, veut refléter la présence des chrétiens dans le mouvement continental *500 ans de résistance indigène, noire et populaire*.

#### UN MOUVEMENT CONTINENTAL

Nous parlons de mouvement pour souligner que la Campagne *500 ans de résistance indigène, noire et populaire* ne veut pas être seulement une contre-célébration mais une contre-mobilisation. Son projet se fonde sur la conviction qu'un avenir différent pour le continent n'est possible que dans l'unité.

Les rencontres de Quito seront donc un des événements importants de 1992, tout comme la Conférence épiscopale à Saint Domingue (CELAM), en octobre, les rencontres continentales de la campagne à Managua en octobre également et la rencontre du Conseil Latino-américain des Eglises qui a eu lieu à Cochabamba (Bolivie) en août. Pour mieux caractériser l'Assemblée du peuple de Dieu, on peut la comparer à la Conférence du CELAM. L'Assemblée est oecuménique, ce n'est pas un sommet mais une rencontre du peuple. Tandis que les évêques catholiques voudront évangéliser le peuple, l'Assemblée agira comme partie intégrante de la campagne, questionnera l'évangélisation de la conquête et surtout le nouvel ordre mondial imposé aux peuples par l'occident chrétien. Elle s'engagera aux côtés de la résistance indigène, noire et populaire pour lutter jusqu'au bout pour un ordre mondial réellement nouveau, fondé sur la participation du peuple et des peuples comme acteur principal. La nouvelle évangélisation se caractérisera à son tour par l'identification à cette lutte et par la reconnaissance du rôle du peuple.

S'il en est ainsi, les rencontres de Quito sont plus importantes et porteuses de plus d'espoir que celles de Saint Domingue car elles pourraient déboucher sur la formation à l'échelle continentale de cette Eglise des pauvres qui, depuis trente ans, est en gestation dans divers pays. Cette Eglise pourrait devenir partie intégrante d'un bloc populaire continental et devenir un facteur important de sa formation dans l'unité. Dans ce processus, l'option pour le peuple comme sujet manifeste une fécondité insoupçonnée. Rompant les barrières confessionnelles, elle agit comme principe unificateur de tous les disciples de Jésus, comme principe de la nouvelle unité populaire continentale. Ainsi, 500 ans après, l'évangile devient vraiment, pour les peuples indo-africano-latino-américains, l'annonce de leur libération. -(ANN/El Nuevo Amanecer Cultural)

#### MADE IN USA, C'EST MIEUX

Judy Butler

Managua, sept.— En avril 1991, onze centres de recherche agronomique sont passés sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ce n'était pas une mauvaise idée, sauf pour le douzième, le Centre national de protection végétale (CENAPROVE) qui n'a été rattaché à aucune institution. Ce centre menait une série d'investigations nouvelles, dont l'une avait pour but de produire industriellement un pesticide biologique, le BT (*Bacillus thuringiensis*), applicable à diverses cul-



tures. Depuis six mois, ses responsables cherchent qui pourrait reprendre ce projet et le terminer. Pour l'instant, le ministère semble préférer le laisser mourir et, faute d'argent, les recherches sont paralysées.

La recherche agronomique a débuté au Nicaragua en 1942, après la signature d'un accord avec les Etats-Unis. Jusqu'à la fin des années 50, tous les responsables et la majeure partie des techniciens étaient étatsuniens et travaillaient selon les besoins et les modèles étatsuniens. Les sandinistes ont continué à imposer une technologie importée. Seuls avaient changé les bienfaiteurs, l'idéologie et le sujet social (l'Etat au lieu des grands producteurs). Cependant, il y avait au sein du ministère de l'agriculture un groupe de "visionnaires" qui voyaient le développement comme une symbiose des connaissances technologiques modernes et de la réalité nicaraguayenne capable de développer les forces productives nationales et, à long terme, d'élargir la marge d'indépendance du pays. Grâce à ce groupe, le ministère de l'agriculture a étendu son rayon d'action à des activités non traditionnelles dans la recherche. Exclu du programme de traitement intégré des maladies végétales et animales mené dans la région par l'AID, le Nicaragua a trouvé une aide internationale pour faire des recherches correspondant à ce concept. C'est ainsi qu'en 1984, avec l'aide de la RFA, les recherches sur le BT et d'autres insecticides biologiques visant à une production nationale à échelle industrielle ont débuté.

#### QU'EST-CE QUE LE BT?

Le *Bacillus thuringiensis* est une bactérie qui se trouve dans la terre et a de nombreuses souches. Chaque souche peut intoxiquer des insectes déterminés quand ils ne sont encore que des vers dans la terre. Une des différences avec les pesticides chimiques réside dans le fait que le BT n'agit pas par contact externe: le vers ne meurt qu'après avoir ingéré la bactérie. En un mot, le BT ne provoque aucun dommage aux autres organismes vivants, pas même aux prédateurs de l'insecte. C'est un avantage certain pour les travailleurs qui le manipulent et, de plus, le problème des résidus dans les produits agricoles exportés est éliminé. Le BT a déjà donné d'excellents résultats pour une vaste gamme de cultures comme le coton, le haricot, le maïs, le riz, de nombreux légumes et il y a de bonnes possibilités d'une utilisation pour le café. Le délai nécessaire aux insectes pour devenir résistants au BT est extrêmement long, contrairement aux pesticides chimiques.

Les recherches sur le BT ont commencé il y a 40 ans et un premier produit a fait son entrée sur le marché il y a 15 ans. Au Nicaragua, le programme, financé en 88 par un organisme canadien, a été lancé afin de trouver une formule qui puisse être compétitive quant aux coûts de production et à l'efficacité dans les conditions existant en Amérique centrale. La recherche est menée en collaboration avec le Mexique. Durant les premières années, on s'est employé à équiper un laboratoire et à former des techniciens pour qu'ils puissent se servir d'un matériel sophistiqué mais également pour qu'ils soient capables de faire face à n'importe quel problème sans dépendre d'une aide exté-

rieure. Les progrès concrets ont été réalisés aux cours des deux dernières années. L'équipe a isolé douze souches dans les sols locaux et a mis en place une méthode de culture bon marché, utilisant des matières premières locales et parvenant à des rendements rapides et élevés. Il a fallu de très nombreuses expérimentations pour mettre au point la formule finale, car les multinationales gardent jalousement leurs secrets et il n'existe pas de documentation technique. Les résultats ont été vérifiés par la comparaison des effets des douze souches nicaraguayennes sur deux parasites très communs et ceux de cinq souches importées, parmi lesquelles deux qui sont utilisées dans des produits fabriqués aux Etats-Unis et commercialisés en Amérique centrale. Ces deux dernières souches se sont révélées être parmi les moins efficaces tandis qu'une souche nicaraguayenne figure parmi les trois meilleures.

#### ABANDONNE A SON SORT

En 1991, cette première phase terminée, une nouvelle demande de financement a été faite au ministère de l'agriculture, qui n'avait qu'à chercher des fonds auprès d'agences internationales de développement. Mais il n'a rien fait. Le programme est donc paralysé depuis six mois et son matériel court le risque d'être attribué à d'autres projets. Déjà, ses techniciens ont été appelés à travailler ailleurs. S'il ne se passe rien, les 500 000 dollars investis en matériel et formation auront été dépensés en vain.

Mais ce n'est qu'une partie des pertes. Selon un rapport élaboré par les chercheurs, la production du BT, qui éviterait l'importation de pesticides, permettrait d'économiser entre 5 et 10 millions de dollars par an, sans compter que les coûts de distribution et le prix de vente seraient réduits. Elle permettrait aussi la réactivation de l'usine de pesticides, dont la capacité est en ce moment sous-utilisée, et la création d'emplois. Le BT pourrait également être exporté dans la région. Selon les calculs, le prix du BT sera compétitif mais certains fonctionnaires n'admettront jamais que le Nicaragua puisse fabriquer un produit capable de faire concurrence aux produits étatsuniens. Heureusement, le BT et les autres projets du CENAPROVE ont leurs défenseurs. La directrice du nouveau Comité technique de l'agriculture affirme que celui-ci fait des efforts pour rattacher ses projets soit à l'université soit au secteur industriel. Autre espoir, une mission de la Banque mondiale, de la BID et du FAO a recommandé la création d'un institut pour les grains de base et les cultures non traditionnelles et, au cours d'une visite au CENAPROVE en juin, des représentants de la Banque mondiale se sont montrés intéressés par le programme du BT.

Le gouvernement affirme qu'il faut augmenter la productivité dans l'agriculture mais cela ne peut se faire sans améliorations technologiques. De plus, on ne peut sortir de la dépendance et du sous-développement sans combiner les exportations agricoles et la production industrielle. A cause de la conception à court terme du ministère de l'agriculture, il se pourrait que le Nicaragua laisse échapper la chance de devenir leader régional en ce qui concerne la biotechnologie. Car il ne s'agit pas seulement du BT. L'avenir est à la diversification de la biote-



chnologie; or, les connaissances acquises grâce au programme BT constituent la base d'une infrastructure capable à l'avenir de permettre des recherches et de produire d'autres éléments fondés sur la fermentation de micro-organismes allant de la levure de pain aux vitamines et aux antibiotiques. L'assesseur du projet BT pense qu'avec la technologie qu'il possède, le Nicaragua peut gagner de nouveaux marchés, réduire ses importations, multiplier le nombre de ses spécialistes et devenir un pays plus productif. -(ANN/Pensamiento Propio)

## LE SOLIDARISME DE L'INTERIEUR

Managua, sept.— José Flores a adhéré pour la première fois à une association solidariste en 1981. Devenu directeur à la formation de l'Union solidariste costarienne, il entre en conflit avec cette dernière en 1988. Il décide alors de travailler avec l'Ecole sociale Jean XXIII, qui a promu le solidarisme au Costa Rica. De nouveau en conflit avec cette institution, il la quitte et fonde l'Association solidariste démocratique qui tente de sauver le solidarisme des griffes du patronat. La revue *Pensamiento Propio* l'a rencontré après la sortie de son livre *Le solidarisme de l'intérieur*, qui met à nu les manœuvres du patronat et montre que le solidarisme est une arme pour soumettre les travailleurs et éliminer l'action syndicale.

*Pensamiento Propio*: Pourquoi êtes-vous entré dans une association solidariste?

José Flores: Les problèmes sociaux m'ont toujours préoccupé et le solidarisme proposait la participation des travailleurs, la création d'un fonds social pour résoudre les problèmes économiques, sociaux et culturels les plus urgents grâce à un apport du patron et aux économies des ouvriers. Il promettait un développement intégral des travailleurs, du point de vue économique, humain et familial. C'est en partie pour ça que le solidarisme a marché auprès des travailleurs, car il leur a donné ce qu'ils souhaitaient, bien qu'ils ne se rendent pas compte du prix qu'ils doivent payer pour cela.

PP: Comment est venue la désillusion?

JF: J'étais membre de l'association solidariste de l'entreprise POPS. Nous avons présenté des projets d'éducation et de santé, qui n'ont pas vu le jour car le patron n'était pas d'accord. C'est à ce moment-là que nous avons compris que c'était le patron qui prenait les décisions dans l'association. J'ai pris conscience progressivement que les patrons donnaient de l'argent pour avoir le pouvoir dans les associations solidaristes et en user selon leurs intérêts. Ils faisaient beaucoup de propagande, mais en fait les travailleurs ne parvenaient jamais à accéder à la propriété des entreprises.

PP: Peu après, vous avez mené une bataille dans l'entreprise textile de Tres Rios. Que s'est-il passé?

JF: Le cas de cette entreprise est le reflet de ce qui se passe dans le mouvement solidariste au niveau national. Comme ailleurs, la direction de l'association était composée de représentants du patron et il n'y avait qu'un seul représentant des travailleurs. L'association a mis en place un programme de construction de maisons qui, au lieu d'être attribuées aux travailleurs qui en avaient le plus besoin, ont été offertes aux membres de la direction de l'association. Même chose pour l'attribution de prêts. Pour les élections de la junte de direction, nous avons décidé de présenter une liste de travailleurs. C'est alors que les pressions ont commencé, les rappels à l'ordre, les admonestations et une campagne contre nos candidats fondée sur l'argument qu'ils n'étaient que des exécutants incapables d'administrer l'association. On en est arrivé au point que trois d'entre nous ont été licenciés. Les 800 employés ont alors fait grève pour revendiquer le droit de présenter une liste de travailleurs. L'entreprise a feint d'accepter, nous avons signé un accord et le lendemain 150 travailleurs ont été licenciés, parmi lesquels nos candidats. Nous avons manifesté afin d'obtenir au moins les indemnités de licenciements. Nous avons tenté d'aller assister aux élections, mais l'entreprise avait embauché une police privée et le ministère de l'intérieur avait envoyé deux contingents. Mais grâce à la pression exercée, les travailleurs ont reçu leur dû. Puis nous avons créé l'Association solidariste démocratique.

PP: Comment sont perçus les syndicats à l'intérieur des associations solidaristes?

JF: Le solidarisme les présente comme le diable, il les lie au communisme et au terrorisme. Il prétend que leur but est de prendre possession des entreprises pour les mener à la faillite. Les travailleurs ne veulent pas entendre parler du syndicat car ils craignent d'être mis au chômage. Dans mon entreprise, celui qui s'approchait du syndicat était licencié. D'un autre côté, les syndicalistes n'ont jamais changé leur discours. Ils parlent de revendications salariales, du chômage et avancent des théories économiques. Ils ne parviennent pas à convaincre réellement car les patrons offrent toutes les facilités au solidarisme et les médias collaborent à la campagne en faveur du solidarisme et contre les syndicats.

PP: Pourquoi avez-vous fondé un mouvement solidariste indépendant?

JF: Nous voulions éviter l'intromission du patronat, faire en sorte que les travailleurs prennent les décisions au sein de leur association mais aussi qu'ils puissent dessiner une stratégie.

PP: A votre avis, quelle doit être l'attitude des syndicats face au solidarisme?

JF: Il faut éviter la confrontation car elle profite au solidarisme. Je me souviens que dans la formation que l'on nous donnait, on nous apprenait à nous présenter comme victimes des syndicats. En plus, les travailleurs n'aiment pas les conflits, sans compter qu'on leur répète qu'il vaut mieux avoir un travail mal payé



qu'être au chômage. Il y a des travailleurs dans le solidarisme, c'est pourquoi les attaques ne doivent pas être directes, ni contre l'association ni contre l'entreprise. Il vaut mieux faire de l'entrisme. Il faut que les syndicats prennent conscience que les règles du jeu ont changé et qu'ils doivent avancer dans l'économie de marché, dans la gestion des entreprises et tenter d'obtenir la mise en place de projets socio-économiques. C'est-à-dire être des syndicats chefs d'entreprise ou des syndicats-entreprises, évidemment sans perdre de vue le travail social et le sentiment de classe. -(ANN/Pensamiento Propio)

## EN BREF

**ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE.** Des groupes de *recontras* et de *recompas* menacent de s'unir à nouveau dans la lutte armée si le gouvernement ne leur accorde pas rapidement les terres et l'aide sociale promises lors de leur désarmement. D'autre part, de violents affrontements ont eu lieu à la mi-septembre entre l'armée et les *recontras* dans la région de Quilali, au nord du pays. Près de Yali, un groupe de *recontras* a assassiné trois jeunes frères, anciens *contras* eux-mêmes. Les paysans du nord dénoncent une forte activité des groupes *recontras* depuis début septembre.

**EXPULSION.** 24 familles comptant de nombreux enfants en bas âge dorment aux intempéries depuis leur expulsion des terres qu'ils occupaient dans la région de Matagalpa. La propriétaire de ces terres se refuse à respecter les droits de ces travailleurs agricoles en matière de logement et d'accès à une parcelle de terre. L'expulsion a été la réponse à leur protestation.

**TRIOMPHE ?** Le 19<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale socialiste (IS) tenu à Berlin les 15, 16 et 17 septembre, a approuvé l'entrée du FSLN -de même que l'ex guérilla bolivienne M-19- au sein de l'IS avec le statut de membre observateur, c'est-à-dire avec le droit d'intervention mais non de vote. "*Un triomphe politique du sandinisme*", a commenté Daniel Ortega.

**LE PAYS N'EST PAS EN VENTE,** a assuré le ministre des finances Pereira. Simplement presque tout ce qui appartient à l'Etat sera privatisé, excepté l'Education, la Santé et la Justice. Mais que l'on se rassure: "*toutes les forces vives seront consultées*", comme d'habitude depuis 1990 et, dans sa majorité, la dépouille de l'Etat restera, selon lui, entre des mains nicaraguayennes.

**INDEPENDANCE.** L'Association nicaraguayenne américaine des banquiers et hommes d'affaires, composée des Nicaraguayens qui s'enrichissent à Miami à force de servilité et de magouilles, s'est réunie à l'occasion des fêtes de l'Indépendance du Nicaragua. Ils ont applaudi les efforts des Républicains Helms et Moss destinés à affamer le Nicaragua en lui coupant toute aide. "*Plus un centime des contribuables des Etats-Unis*" pour le gouvernement Chamorro, ont-ils réclamé. Ils ont élu Moss leur "Dame nicaraguayenne de l'année" et lui

ont offert symboliquement un drapeau nicaraguayen. Elle a congratulé les représentants de la contra et les membres de l'ex Guardia somoziste venus fêter "l'indépendance".

**EL SALVADOR.** Le FMLN a dénoncé les obstacles mis par le gouvernement, l'extrême-droite et les Etats-Unis à l'accomplissement des accords de paix. Il y a des problèmes dans l'attribution des aides aux combattants et de la terre aux guérilleros ainsi qu'aux paysans qui habitent les zones de guerre. La Police nationale n'a toujours ni local ni directeur. L'épuration de l'Armée connaît des lenteurs et certains des "épurés" sont reversés dans des instances militaires ou policières. Les Etats-Unis mettent des conditions à leur aide. De plus, les violations aux droits humains, sans être massives, sont encore nombreuses et provoquent des tensions.

**EL SALVADOR.** Les fêtes de l'Indépendance de la mi-septembre ont donné lieu à d'importantes manifestations de rue contre le paquet de mesures économiques d'austérité annoncées par le gouvernement.

**FRONTIERES.** Le Salvador et le Honduras se sont inclinés devant la sentence du Tribunal de La Haye qui vient de clore une vieille dispute entre ces deux nations. Le Tribunal a établi la nouvelle frontière entre les deux pays en répartissant les zones en litige, ainsi que la souveraineté sur trois îles du Golfe de Fonseca, également objet de conflit.

**GUATEMALA.** L'archevêque du Guatemala a dénoncé les menaces dont sont victimes de nombreux prêtres de la part des escadrons de la mort.

**GUATEMALA.** "*Les touristes aiment nos vêtements mais ils ne s'intéressent pas aux gens qui les portent. Depuis 500 ans, ils ne nous ont pas encore découverts*". C'est par cette phrase d'une indigène que commence le film *Mémoires du vent*, tourné au Guatemala entre 90 et 92 par un réalisateur suisse, Félix Zurita. Son équipe a séjourné en particulier dans le village de Santiago Atitlan où elle a filmé la répression militaire, la résistance et la victoire de la communauté indigène. Ce film est disponible en VHS au Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14 rue de Nanteuil, 75014 PARIS.

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions 370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870